

MEDIA RELEASE  
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Selon un sondage, le gouvernement Harper va  
à l'encontre de l'opinion de la population canadienne

Pour publication immédiate

Jeudi 18 novembre 2010

(Ottawa/Toronto) – Un peu plus d'une semaine à peine avant la prochaine ronde de négociations sur les changements climatiques des Nations Unies à Cancún, au Mexique, les résultats d'un sondage de Environics Research révèlent que les priorités du public canadien diffèrent considérablement de celles du gouvernement sur les changements climatiques.

Plus de 80 pour cent des Canadiens et Canadiennes pensent que la trop grande importance accordée à la croissance économique et à la consommation constitue une cause profonde des changements climatiques. Ils affirment également que les pays industrialisés, historiquement responsables de la plus grande part d'émissions de gaz à effet de serre, doivent assumer une responsabilité majeure pour les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

« Les résultats indiquent que les Canadiens et Canadiennes comprennent que la crise climatique exige un changement dans les priorités économiques, sociales et environnementales. Si la population canadienne décidait, notre politique climatique s'orienterait d'une tout autre façon », affirme Andrea Harden-Donahue, responsable de la campagne énergie et justice climatique, du Conseil des Canadiens.

Le sondage révèle également que plus de 70 pour cent des Canadiens et Canadiennes appuient la reconversion des dépenses militaires en financement d'actions destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à concrétiser l'idée d'un Tribunal international pour la justice climatique et environnementale, qui jugerait et prendrait des sanctions contre les pays et les sociétés dont les actions ont contribué aux changements climatiques. Plus de 80 pour cent des Canadiens pensent que le gouvernement canadien devrait investir dans des « emplois verts » et des programmes de transition pour les travailleurs et les collectivités touchés par des mesures de réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

« Les résultats du sondage indiquent que la population canadienne souhaite un changement dans la façon de comprendre la crise climatique et d'y répondre, en accord avec les thèmes abordés à la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique tenue en Bolivie en avril dernier », ajoute Rick Arnold, coordonnateur de Common Frontiers (frontières communes).

Plus de 35 000 personnes ont participé à la *Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère* à Cochabamba, en Bolivie, y compris les délégués des sept organisations et syndicats ayant commandé le sondage. Les questions posées dans le sondage mené par Environics ont été basées sur celles qui ont fait consensus chez les participants à la Conférence mondiale des peuples. « La conférence de Cochabamba portait sur le constat du besoin d'un paradigme de rechange favorisant des rapports harmonieux avec la nature », insiste Clayton Thomas Muller du Réseau autochtone sur l'environnement (Indigenous Environmental Network).

« Le gouvernement canadien, en totale contradiction avec les résultats du sondage, continue de justifier son immobilisme relativement aux changements climatiques par le besoin de s’aligner sur la politique de Washington », soutient Donald Lafleur, 4<sup>e</sup> vice-président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Le projet de loi C-311, la Loi sur la responsabilité en matière de changements climatiques, adopté en mai dernier par la Chambre des communes, a été rejeté au Sénat il y a deux jours.

Le gouvernement canadien appui l’accord de Copenhague qui ne possède pas de caractère juridique contraignant et ne comprend pas de cibles obligatoires de réduction des émissions de gaz à effet de serre. « Même si tous les pays ayant appuyé ledit Accord atteignent leurs cibles “volontaires”, la hausse des températures moyennes atteindra tout de même près de 4 degrés Celsius de plus que les niveaux préindustriels. Ce qui est désastreux pour une grande partie de la planète », ajoute John Dillon, porte-parole de KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice. Les résultats indiquent clairement que la population canadienne doit être consultée sur la politique climatique gouvernementale. « Le gouvernement Harper devrait agir correctement et s’engager à tenir une consultation nationale sur sa politique climatique », soutient Raul Burbano du Toronto Bolivia Solidarity.

Le sondage a été commandé par le Conseil des Canadiens, KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Réseau autochtone sur l’environnement, Common Frontiers, l’Alliance de la Fonction publique du Canada et Toronto Bolivia Solidarity.

-30-

Personnes ressources :

Dylan Penner, agent des médias, Conseil des Canadiens, 613-795-8685, [dpenner@canadians.org](mailto:dpenner@canadians.org)

Rick Arnold, coordonnateur, Common Frontiers, 905-352-2430, [comfront@web.ca](mailto:comfront@web.ca)

Adiat Junaid, coordonnatrice du programme de communication, KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice, 416-463-5312, poste 223, [ajunaid@kairoscanada.org](mailto:ajunaid@kairoscanada.org)

Donald Lafleur, 4<sup>e</sup> vice-président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes 613-850-7184, [dlafleur@cupw-sttp.org](mailto:dlafleur@cupw-sttp.org)

### **Points saillants du sondage sur les changements climatiques**

*Pour en savoir plus, cliquez sur le lien vers le document d’information concernant le sondage*

*Le sondage téléphonique mené auprès de 1 000 Canadiens et Canadiennes entre le 27 octobre et le 1<sup>er</sup> novembre 2010 possède une marge d’erreur de plus ou moins 3,10 %, 19 fois sur 20.*

Les résultats du sondage indiquent que :

- 87 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « La cause profonde des changements climatiques relève d'une trop grande importance accordée à la croissance économique et à la consommation. Nous avons besoin d'une économie plus conséquente avec la nature, qui reconnaît et respecte la planète ».
- 85 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Les pays industrialisés historiquement responsables de la production de la plus grande part d'émissions de gaz à effet de serre devraient assumer une responsabilité majeure dans la réduction des émissions actuelles ».
- 83 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Le gouvernement canadien devrait investir dans des emplois verts et des programmes de transition pour les travailleurs et les collectivités touchés par les mesures visant la réduction de la dépendance aux énergies fossiles ».
- 77 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Il devrait y avoir un Tribunal international pour la justice climatique et environnementale pour juger et prendre des sanctions contre les pays et les sociétés dont les actions ont contribué aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement ».
- 71 % de la population canadienne est tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Les sommes allouées à la guerre et à l'armée seraient mieux investies dans des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les impacts sur les changements climatiques ».